

REGLEMENT

DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE DES SOURCES

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Notions juridiques et autonomie

1. La commune ecclésiastique des Sources est une collectivité de droit public dotée de la personnalité juridique.
2. Son existence et son autonomie sont garanties dans les limites de la Constitution et de l'Ordonnance.
3. Elle est membre de la Collectivité ecclésiastique cantonale.

Article 2 : Circonscription

1. La commune ecclésiastique des Sources est constituée par le territoire des communes politiques de Porrentruy et Fontenais.
2. Elle comprend toutes les personnes domiciliées sur son territoire et appartenant, d'après le droit canonique, à l'Eglise catholique-romaine, selon les articles 7, 8 et 35 de la Constitution ecclésiastique.

Article 3 : But et tâches

1. La commune ecclésiastique est au service de la mission, propre à l'Eglise, d'annoncer l'Evangile.
2. En liaison et en collaboration avec la Collectivité ecclésiastique cantonale, avec l'Evêché et les organes pastoraux, la commune ecclésiastique fournit à l'Eglise les moyens propres à réaliser sa mission.

Article 4 : Droits et obligations

1. Les droits et obligations de la commune ecclésiastique des Sources sont définis dans la Constitution ecclésiastique, ainsi que dans les textes légaux qui en découlent.
2. La commune ecclésiastique s'organise et administre ses biens de façon autonome.
3. Elle possède une fortune propre.

Article 5 : Terminologie

Les termes du présent règlement désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE 2 : ORGANES DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE

Article 6 : Organes nécessaires

La commune ecclésiastique des Sources a les organes suivants :

- a) le corps électoral
- b) le conseil de la commune ecclésiastique.
- c) l'organe de révision.

Article 7 : Autres organes

La commune ecclésiastique peut instituer des commissions permanentes et des commissions spéciales.

LE CORPS ELECTORAL

Article 8 : Rôle

1. Le corps électoral est l'organe souverain de la commune ecclésiastique.
2. Il exprime sa volonté en assemblée ou par les urnes.

L'ASSEMBLEE DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE

Article 9 : Droit de vote et d'éligibilité

1. Tout membre de la Collectivité ecclésiastique cantonale, sans égard à sa citoyenneté, domicilié dans la commune ecclésiastique, est électeur à 16 ans et éligible à 18 ans révolus.
2. Les personnes qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par mandat pour cause d'incapacité, ne sont ni électeurs, ni éligibles.

Article 10 : Registre des électeurs

1. Il est tenu un registre des électeurs. Lors des assemblées de la commune ecclésiastique et élections aux urnes, ce registre est disponible.
2. L'établissement et la tenue à jour du registre sont réglés par l'Ordonnance sur les droits politiques de la Collectivité ecclésiastique cantonale.

Article 11 : Convocation

1. L'assemblée de la commune ecclésiastique se réunit ordinairement :
 - a) avant le 30 juin pour l'assemblée ordinaire des comptes ;
 - b) avant le 31 décembre pour l'assemblée ordinaire du budget, de même que pour procéder aux élections périodiques.
2. Les assemblées extraordinaires sont convoquées :
 - aussi souvent que les affaires l'exigent,
 - sur décision du conseil de la commune ecclésiastique,
 - ou à la demande écrite de 1/10 du corps électoral.

Article 12 : Forme de convocation

1. Le conseil de la commune ecclésiastique convoque l'assemblée de la commune ecclésiastique par publication dans le Journal officiel de la République et Canton du Jura, au moins 7 jours à l'avance.

Elle peut également être annoncée, selon l'usage local, par préavis dans la presse ou par annonce au cours des offices à l'église.

La publication doit mentionner avec précision les objets à traiter.

2. Les assemblées extraordinaires requises par des personnes ayant droit de suffrage sont convoquées au plus tard un mois après la demande de convocation.

Dans ce cas-là, la convocation comporte la proposition du conseil.

Article 13 : Attribution de l'assemblée de la commune ecclésiastique

1. L'assemblée de la commune ecclésiastique est compétente pour statuer sur :
 - 1) L'adoption et la révision du règlement de la commune ecclésiastique ;
 - 2) L'approbation du budget et la fixation de l'impôt ecclésiastique ;
 - 3) La conclusion d'emprunts et de crédits ;
 - 4) L'affectation des biens de la commune ecclésiastique ;
 - 5) L'approbation de tous les comptes de la commune ecclésiastique ;
 - 6) Les constructions ainsi que les travaux et dépenses non prévus au budget et dépassant la compétence financière du conseil ;
 - 7) L'octroi de crédits supplémentaires dépassant Fr. 10'000.- pour un même objet ;
 - 8) Les actes juridiques touchant la propriété et les autres droits réels sur des immeubles, en particulier l'acquisition ou l'aliénation des biens-fonds, lorsque le prix ou l'estimation excède Fr. 10'000.- ; lors de l'institution de droits réels contre une prestation annuelle périodique, le prix sera 25 fois la prestation annuelle ;
 - 9) Les cautionnements et autres sûretés à la charge de la commune ecclésiastique ;

- 10) Toute prise de position relative à la fusion, à la division ou à la modification des limites de la commune ecclésiastique de même qu'à l'adhésion de cette dernière à une association de communes ecclésiastiques ;
 - 11) La création ou la suppression d'emplois au cours de l'année dans la commune ecclésiastique de même que la classification des traitements qui y sont attachés lorsqu'ils sont supérieurs à Fr. 12'000.- par année ;
 - 12) L'introduction et la liquidation de procès civils ou le règlement arbitral lorsque le litige n'est pas de la compétence souveraine du président du tribunal et que le cas n'exige pas une action immédiate du conseil de la commune ecclésiastique.
 - 13) La participation à une société de capital, une fondation ou autre association.
2. Les décisions visées sous chiffre 1.1) sont soumises à l'approbation du conseil de la Collectivité ecclésiastique cantonale ;
- les décisions visées sous chiffres 1.3) et 1.9) sont soumises à l'approbation de l'administration de la Collectivité ecclésiastique cantonale ;
- les décisions visées sous chiffres 1.10) sont soumises à l'approbation de l'Assemblée de la Collectivité ecclésiastique cantonale.
3. Le droit de préemption de la Collectivité ecclésiastique cantonale est réservé en ce qui concerne le chiffre 1.8). Demeure également réservé l'approbation par l'Evêché pour les lieux de culte.

Article 14 : Election

1. L'assemblée de la commune ecclésiastique élit :
 - a) son président, son vice-président et son secrétaire;
 - b) le président du conseil de la commune ecclésiastique ;
 - c) les membres du conseil de la commune ecclésiastique ;
 - d) l'organe de révision.
2. Le président et le vice-président de l'assemblée sont élus pour une durée de 4 ans et ils ne sont rééligibles que deux fois consécutivement.

Ces élections ont lieu à scrutin ouvert sauf si une personne demande le scrutin secret.

3. Avant le scrutin, le président fait connaître les candidats éventuellement présentés. Puis il donne l'occasion aux personnes ayant droit de vote qui assistent à l'assemblée, de présenter d'autres candidatures.
4. L'élection est tacite lorsque le nombre de candidats n'excède pas celui des postes à pourvoir et qu'il n'y a pas d'opposition.

Article 15 : Procédure en assemblée de la commune ecclésiastique

1. En assemblée de la commune ecclésiastique, le mode de procéder est le suivant :

Le président ou le vice-président dirige les délibérations et veille à leur bon déroulement.

A moins que l'assemblée n'en décide autrement, les divers objets seront traités dans l'ordre qu'indique la publication du conseil de la commune ecclésiastique.

A l'exception des élections, toutes les affaires importantes seront présentées dans un rapport écrit ou verbal et feront l'objet d'une proposition du conseil de la commune ecclésiastique ou d'une commission.

2. Le bureau est constitué du secrétaire de l'assemblée et des scrutateurs.
3. L'assemblée statue sur toutes les questions de procédure qui ne sont pas réglées dans les dispositions suivantes :
 - 1) Le droit de vote des personnes présentes sera constaté avant l'ouverture des délibérations. Les personnes qui, d'après le registre des votants ne possèdent pas le droit de vote sont invitées à prendre place comme auditeurs à un endroit séparé des ayants droit au vote.
 - 2) L'assemblée désigne le nombre de scrutateurs nécessaires.
Ces derniers déterminent tout d'abord le nombre de personnes présentes ayant droit de vote.
 - 3) Seuls peuvent être liquidés définitivement en assemblée, les objets expressément désignés dans la convocation. Les propositions faites sur un objet nouveau ou tentant à modifier ou à annuler une décision prise antérieurement peuvent être discutées et adoptées séance tenante, mais ne seront liquidées définitivement que dans une assemblée ultérieure.
 - 4) Après qu'un objet déterminé a été présenté, la discussion est ouverte sur l'entrée en matière. Si celle-ci est acceptée, la discussion est ouverte.
 - 5) Personne ne peut parler avant que le président ne lui ait donné la parole.

- 6) Les orateurs doivent s'exprimer aussi brièvement que possible sur l'affaire débattue, faute de quoi le président, après une invitation demeurée vaine, leur retire la parole.
- 7) En cas de perturbation grave, le président peut interrompre la discussion pour un temps déterminé et au besoin lever l'assemblée.

Article 16 : Votation

1. Dès que la parole n'est plus demandée, le président déclare close la discussion et fait voter sur les propositions combattues.
2. Les amendements sont mis aux voix avant les propositions principales, les sous-amendements avant les amendements.

La proposition principale ainsi arrêtée par l'assemblée est ensuite opposée à la proposition de l'autorité préconsultative. Celle qui l'emporte est mise aux voix définitivement, si elle est encore combattue.

3. Si au cours de la discussion, on propose la clôture de celle-ci, seuls peuvent encore parler ceux qui ont demandé la parole avant que la proposition de clôture ait été présentée.

Article 17 : Majorité déterminante

1. Pour toutes les votations, c'est la majorité absolue des votants qui décide.
2. Le président vote lui aussi. En cas d'égalité des suffrages, sa voix compte double.

Article 18 : Forme de votation

1. Il est voté au scrutin ouvert (à mains levées ou par assis et levé) à moins qu'un tiers des participants à l'assemblée ne requière un vote par bulletin secret. En cas de scrutin ouvert, il peut être procédé au recomptage.
2. Une proposition qui n'est pas combattue ou qui ne donne lieu à aucun amendement, est réputée adoptée tacitement.

Son adoption tacite sera toutefois constatée expressément par le président, avec mention au procès-verbal.

Article 19 : Scrutins secrets

Pour les scrutins secrets, on observera les prescriptions suivantes :

- a) lors de leur distribution, les bulletins de vote doivent être comptés de façon intelligible et le nombre en est mentionné immédiatement au procès-verbal.
- b) le nombre des bulletins recueillis est comparé à celui des bulletins délivrés. Si les bulletins rentrés sont plus nombreux que les bulletins délivrés, le scrutin est déclaré nul et doit être répété.
- c) le bureau de l'assemblée examine les bulletins et détermine la majorité absolue. Pour le dépouillement, font règle les dispositions de l'article 21 ci-après.
- d) en cas d'erreur, toute réclamation doit être faite immédiatement. L'assemblée peut alors décider la répétition du vote.

Article 20 : Obligation de se retirer pour les décisions

- 1. Les participants à l'assemblée doivent se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des affaires qui touchent soit leurs droits personnels ou intérêts matériels, soit ceux de leurs parents et alliés au degré fixé par l'article 26 ci-après.
- 2. En outre sont tenus de se retirer les représentants légaux, statutaires ou contractuels des intéressés, ainsi que les notaires chargés de l'affaire qui fait l'objet de la discussion.

Article 21 : Détermination des résultats des scrutins

- 1. En cas de scrutin secret, le dépouillement a lieu conformément aux prescriptions qui suivent :

Pour l'examen des bulletins de vote, fait règle le principe selon lequel le suffrage est valable lorsqu'il permet de reconnaître nettement la libre volonté du votant et que le bulletin satisfait aux dispositions légales en vigueur. Les bulletins qui ne remplissent pas ces conditions sont nuls.

2. Un bulletin est aussi nul :

- a) s'il porte des remarques inconvenantes ou injurieuses ;
- b) s'il est blanc ;
- c) si dans les scrutins aux urnes il ne porte pas le timbre du conseil de la commune ecclésiastique.

Les bulletins nuls n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité absolue.

- 3. Quand un bulletin porte le même nom plus d'une fois pour la même élection, il n'est compté que pour une seule voix.
- 4. Si un bulletin porte plus de noms qu'il n'y a de personnes à élire, on biffe ceux qui s'y trouvent en trop en commençant par le bas ; toutefois la radiation doit d'abord être opérée sur les noms imprimés.
- 5. Les bulletins portant moins de noms qu'il n'y a de personnes à élire sont valables.
- 6. Le nombre des bulletins valables est divisé par deux.
Le nombre entier immédiatement supérieur au chiffre ainsi déterminé constitue la majorité absolue.
- 7. Les personnes dont le nombre de suffrages atteint au départ la majorité absolue, sont réputées élues, sous réserve du chiffre 8 ci-après.
- 8. Lorsque des personnes élues simultanément s'excluent pour cause de parenté ou d'alliance, de même que si la majorité absolue est atteinte par plus de candidats qu'il n'y a de postes à pourvoir, sont réputées élues, à défaut d'un désistement volontaire, les personnes qui ont obtenu le plus de suffrages. En cas d'égalité des voix, le président procède à un tirage au sort.

Quand un nouvel élu se trouve en état d'incompatibilité par rapport à une personne déjà en charge, son élection est réputée nulle s'il ne la décline pas volontairement.

- 9. Si la majorité absolue n'a pas été atteinte par un nombre suffisant de candidats au premier tour, les candidats non élus qui ont fait le plus de voix demeurent en élection pour le second tour, en nombre double des postes encore vacants. Si pour cause d'égalité de voix une élimination n'est pas possible, les candidats concernés demeurent en élection. Au second tour sont élus les candidats qui ont obtenu le plus de voix, sans égard à la majorité absolue. En cas d'égalité, le président tire au sort.

Article 22 : Droit de proposition

1. Le 1/10 au moins des personnes ayant droit de vote, peut par une demande signée, requérir l'examen d'un objet déterminé de la gestion de la commune ecclésiastique par l'organe de la commune ecclésiastique compétent, en vertu de la législation en vigueur. Cette proposition peut revêtir la forme d'un projet élaboré ou d'une simple suggestion. Elle ne doit de toute façon porter que sur un seul objet.
2. Si l'examen de la proposition est de la compétence de l'assemblée de la commune ecclésiastique, il aura lieu au cours de l'assemblée suivante.
3. Dans le cas où l'examen est de la compétence définitive du conseil de la commune ecclésiastique ou d'une commission, l'organe compétent est tenu de prendre une décision dans les trois mois qui suivent la présentation de la proposition et de faire part de ses conclusions au premier signataire de la proposition.
4. Le conseil de la commune ecclésiastique peut rejeter toute proposition contraire aux prescriptions légales ou encore manifestement irréalisable.
5. Une proposition écrite ne peut être retirée que par écrit.
6. On ne tiendra pas compte du retrait de signature après la présentation de la proposition.
7. Les propositions rejetées ne peuvent être présentées à nouveau que 12 mois au plus tôt après la notification de leur rejet.

Article 23 : Procès-verbal

1. Le secrétaire de l'assemblée de la commune ecclésiastique tient un procès-verbal des délibérations, faisant état des lieux, jour, etc.
2. Le procès-verbal rend brièvement compte des délibérations.

Il est toujours mis au propre pour l'assemblée suivante, au cours de laquelle il en sera donné lecture sur demande. Après son approbation, il est signé par le président et le secrétaire.

Toute personne ayant le droit de suffrage est habilitée à le consulter.

Article 24 : Modalité de votation par les urnes

1. Par analogie, les modalités de cette votation doivent respecter l'Ordonnance sur les droits politiques de la C.E.C.

LE CONSEIL DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE

Article 25 : Devoirs généraux et responsabilités

1. Le conseil de la commune ecclésiastique est l'autorité exécutive et administrative de la commune ecclésiastique.

Il représente la commune ecclésiastique.

Il dirige l'administration financière de la commune ecclésiastique et rend compte chaque année de cette administration à l'assemblée de la commune ecclésiastique.

2. Le conseil de la commune ecclésiastique doit s'acquitter des attributions et obligations qui lui sont déléguées par la Collectivité ecclésiastique cantonale.
3. Les membres du conseil de la commune ecclésiastique doivent assister régulièrement aux séances, accomplir les mandats particuliers qui leur sont confiés et traiter toutes les affaires avec le plus grand soin. Ils travailleront de leur mieux au bien de la commune ecclésiastique.

Article 26 : Composition et durée

Le conseil de la commune ecclésiastique se compose de 7 membres, y compris son président. Dans la mesure du possible, il y a au moins 1 représentant de chaque localité. La durée des fonctions est de 4 ans. Elle commence et expire avec l'année civile.

Les membres du conseil, y compris son président, sont élus pour 4 ans et ne sont rééligibles consécutivement que deux fois à la même fonction.

Le conseil de la commune ecclésiastique élit son vice-président, son secrétaire et le caissier de la commune ecclésiastique. Ces deux derniers n'ont pas besoin d'en être membre.

S'il n'est pas membre du conseil, 1 membre de l'équipe pastorale en fait partie d'office avec voix consultative.

Article 27 : Incompatibilité en raison de la parenté

Ne peuvent faire partie ensemble du conseil de la commune ecclésiastique :

- a) les employés de la commune ecclésiastique qui lui sont directement subordonnés ;
- b) les parents et alliés en ligne directe ;
- c) les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins ;
- d) les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré inclusivement, les conjoints de frères ou sœurs.

Le conseil de la Collectivité ecclésiastique cantonale peut accorder sur demande des dérogations.

La dissolution du mariage ne fait pas cesser l'exclusion pour cause d'alliance.

Les membres du conseil de la commune ecclésiastique ont la même obligation de se retirer que les participants à l'assemblée de la commune ecclésiastique.

Article 28 : Convocation

Le conseil de la commune ecclésiastique se réunit aussi souvent que les affaires le nécessitent ou à la demande de 5 de ses membres.

Il est convoqué par le président.

Article 29 : Quorum et scrutin

Le conseil de la commune ecclésiastique délibère valablement lorsque la majorité de ses membres sont présents.

Dans les votations, c'est la majorité absolue des suffrages qui décide.

Le président vote aussi. En cas d'égalité des suffrages, sa voix compte double.

Dans les élections, la majorité absolue fait règle au premier tour, la majorité simple au second tour. Le président tire au sort lorsqu'il y a égalité des suffrages.

Les votations ont lieu au scrutin ouvert, les élections au scrutin secret si celui-ci est demandé.

Pour le déroulement des délibérations et des scrutins, les règles qui régissent l'assemblée de la commune ecclésiastique s'appliquent par analogie.

Article 30 : Compétences

Le conseil de la commune ecclésiastique a notamment les compétences suivantes :

1. Il est l'organe compétent lors des consultations, conformément à l'article 44 de la Constitution.
2. Il nomme les commissions et employés de la commune ecclésiastique dont l'élection n'est pas réservée à un autre organe et fixe la durée de leur fonction.
3. Il gère les biens appartenant à la commune ecclésiastique.
4. Il discute au préalable de tous les objets à soumettre aux délibérations de l'assemblée de la commune ecclésiastique et convoque celle-ci.
5. Il exécute les décisions prises par l'assemblée de la commune ecclésiastique ainsi que les ordonnances et instructions émanant des autorités compétentes.
6. Il décide de l'affectation du produit des biens de la commune ecclésiastique et des moyens de subvenir aux besoins de la commune ecclésiastique, il administre les affaires économiques de celle-ci tant qu'elles ne sont pas expressément réservées à l'assemblée de la commune ecclésiastique.
7. Il élabore le budget annuel des recettes et des dépenses à l'intention de l'assemblée de la commune ecclésiastique.
8. Il préavise les comptes de la commune ecclésiastique et les soumet à l'assemblée.
9. Il inspecte les archives, ainsi que les papiers-valeurs appartenant à la commune ecclésiastique.
10. Il ratifie les actes juridiques touchant la propriété d'immeubles et la constitution de droits réels les grevant, pour autant que l'assemblée de la commune ecclésiastique n'en ait pas la compétence.
11. Il ordonne les travaux de construction et de réparation des immeubles appartenant à la commune ecclésiastique, pour autant que les devis ne soient pas supérieurs à Fr. 20'000.-.
12. Il est compétent pour acheter et aliéner des objets servant au culte jusqu'à concurrence de Fr. 10'000.-. Pour l'aliénation, un droit de préemption est attribué à la Collectivité ecclésiastique cantonale ; le droit canonique demeure réservé.
13. Il est compétent pour prendre des décisions à l'égard de toute affaire entraînant pour la commune ecclésiastique une dépense unique de Fr. 20'000.- au maximum et pour une dépense périodique de Fr. 1'000.- au maximum.
14. Il est l'organe compétent pour recevoir la déclaration de sortie d'Eglise.

15. Il accomplit toutes les tâches non spécifiées ci-dessus qui lui sont dévolues par des actes législatifs des autorités civiles et ecclésiastiques ou par des décisions de la commune ecclésiastique.

Article 31 : Sanctions

Le conseil prononce les sanctions infligées pour infraction au présent règlement par les personnes en lien avec la commune ecclésiastique.

Les sanctions sont les suivantes :

- a) La réprimande ;
- b) La suspension ;
- c) La révocation.

Demeurent réservées les dispositions pénales, fédérales ou cantonales.

Article 32 : Tâches particulières

Le conseil de la commune ecclésiastique décide en outre, après consultation de l'équipe pastorale, de l'utilisation des édifices cultuels à d'autres fins que celles de l'Eglise. Il veille en pareil cas à ce que soit sauvegardée la dignité à observer dans l'usage des locaux servant au culte, même en dehors des cérémonies religieuses et s'il y a lieu il requiert les instructions de l'autorité ecclésiastique supérieure.

ORGANE DE REVISION

Article 33 : Vérification des comptes

Les comptes sont audités par un organe de révision nommé par l'assemblée.

Il délivre un rapport d'audit à l'attention de l'assemblée, sur les comptes annuels, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe, conformément aux normes d'audit suisse en la matière. L'audit inclut la mise en œuvre de contrôles en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le rapport contient une recommandation sur les comptes présentés.

Une lettre de recommandation sur l'organisation interne peut être émise à l'attention du conseil.

Tous les éléments nécessaires au mandat confié sont mis à sa disposition.

COMMISSIONS

Article 34 : Commissions

1. Les commissions permanentes sont : « Commission bâtiments » et « Commission Finances ».
2. Les membres des commissions permanentes sont nommés pour une période de 4 ans. Ils sont rééligibles.
3. Le conseil fixe la composition et le mandat des commissions permanentes.
4. Les commissions permanentes et temporaires nommées par le conseil de la commune ecclésiastique pour préparer, diriger ou surveiller des affaires déterminées, traitent celles-ci selon leurs compétences.
5. La liquidation même de ces affaires demeure en revanche réservée soit au conseil de la commune ecclésiastique, soit à l'assemblée de la commune ecclésiastique. La validité des décisions et la forme des délibérations et votations en commission sont régies par analogie par les prescriptions applicables au conseil de la commune ecclésiastique.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE

Article 35 : Président du conseil de la commune ecclésiastique

Le président du conseil de la commune ecclésiastique fixe les séances de cette autorité et dirige les délibérations.

Il signe conjointement avec le secrétaire le procès-verbal des délibérations et tous les actes et pièces émanant du conseil.

Il veille à la stricte observation du règlement et des prescriptions légales ainsi qu'à l'exécution des décisions de l'assemblée et du conseil de la commune ecclésiastique.

Il est responsable de la bonne tenue des archives.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président.

Le président a compétence pour une dépense de Fr. 2'000.-.

LES EMPLOYES DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE

Article 36 : Secrétaire du conseil de la commune ecclésiastique

1. Le secrétaire du conseil de la commune ecclésiastique tient le procès-verbal des délibérations, conformément aux prescriptions légales. Il rédige et expédie les actes et pièces émanant du conseil.
2. Il est archiviste du conseil et en cette qualité, il est responsable de la tenue et de la conservation des procès-verbaux et de tous les actes appartenant à cette autorité.
3. Ses fonctions sont rétribuées.

Article 37 : Caissier de la commune ecclésiastique

1. Le caissier administre les biens de la commune ecclésiastique sous la surveillance du conseil et tient la comptabilité. Toutes les pièces justificatives des dépenses sont visées par le président du conseil de la commune ecclésiastique. Le caissier doit permettre en tout temps au dit conseil et à son président de prendre connaissance de la caisse et des écritures.

Il établit, conformément aux prescriptions, les comptes de la commune ecclésiastique qu'il présentera au conseil assez tôt pour qu'ils puissent en règle générale être présentés à l'assemblée de la commune ecclésiastique ordinaire au printemps.
2. Les valeurs appartenant à la commune ecclésiastique doivent être déposées d'une manière sûre, notamment contre le vol et l'incendie, et toutes les rentrées de fonds sont, jusqu'à leur emploi, placées également d'une façon sûre et productives d'intérêts.
3. S'il n'est pas membre du conseil de la commune ecclésiastique, il peut être appelé à assister aux séances de cette autorité avec voix consultative.
4. Les postes de secrétaire et de caissier peuvent être cumulés par la même personne.
5. Ses fonctions sont rétribuées.

CHAPITRE 3 : **DROITS ET OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE**

Article 38 : Fusion, division, modification de limites

L'assemblée de la commune ecclésiastique est compétente pour donner son accord quant à la fusion, la division et la modification de limites entre communes ecclésiastiques sur proposition de l'Assemblée de la Collectivité ecclésiastique cantonale.

Article 39 : Initiative et demande de référendum de la commune ecclésiastique

1. Dans le cas où la commune ecclésiastique demande une initiative, selon l'article 18 de la Constitution ecclésiastique, la décision est prise par l'assemblée de la commune ecclésiastique.
2. La décision de retirer l'initiative est prise par l'assemblée de la commune ecclésiastique.
3. En cas de demande de référendum, selon l'article 20 de la Constitution ecclésiastique, la décision de la commune ecclésiastique est prise par l'assemblée de la commune ecclésiastique.

CHAPITRE 4 : **DISPOSITIONS DIVERSES**

Article 40 : Responsabilité

Les membres des autorités, les employés ainsi que toutes les personnes au service de la commune ecclésiastique sont tenus de s'acquitter consciencieusement et avec diligence de leurs tâches et de se montrer dignes de la charge qu'ils assument par un comportement exemplaire. Ils sont tenus au secret pour toutes les affaires qui le requièrent.

L'obligation de garder le secret subsiste après dissolution des rapports de service.

La commune ecclésiastique répond du dommage que ses autorités et employés causent, sans droit, dans l'exercice de leur fonction.

Article 41 : Promesse solennelle

En principe, avant d'entrer en fonction, les membres des autorités de la commune ecclésiastique font la promesse solennelle selon l'Ordonnance sur l'organisation des communes ecclésiastiques.

Article 42 : Fonds d'Eglise

Les fonds d'Eglise de même que les fondations servant à des fins culturelles et religieuses ne peuvent être affectés qu'à leur but et destination sous réserve du droit canonique.

Article 43 : Objets de valeur religieuse artistique, culturelle ou historique

1. Les biens présentant une valeur religieuse, artistique, culturelle ou historique particulière, ne peuvent être aliénés sans l'autorisation du conseil de la Collectivité ecclésiastique cantonale.
2. Pour l'administration et l'aliénation des biens appartenant à une personne morale canonique de même que pour les biens sacrés, les dispositions du droit canonique sont réservées.

Article 44 : Impôt ecclésiastique

Pour l'assujettissement à l'impôt ecclésiastique et la perception de cet impôt, les dispositions législatives en la matière font règle.

Article 45 : Droit de recours

1. Les décisions et arrêtés rendus par un organe de la commune ecclésiastique, ainsi que les élections et votes auxquels il procède, peuvent être attaqués par voie de recours devant le conseil de la Collectivité ecclésiastique cantonale.
2. Le recours en matière communale ecclésiastique doit être formé dans les 20 jours contre une élection et contre une assemblée.

Article 46 : Révision

Le présent règlement peut être révisé en tout temps par décision de l'assemblée de la commune ecclésiastique.

Article 47 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le conseil de la Collectivité ecclésiastique cantonale.

Il abroge ceux du de la Commune ecclésiastique de Bressaucourt, du de la Commune ecclésiastique de Fontenais et du de la Commune ecclésiastique de Porrentruy.

Ainsi délibéré et adopté par l'assemblée de la commune ecclésiastique, en date du

AU NOM DE L'ASSEMBLEE
DE LA COMMUNE ECCLESIASTIQUE

LE PRESIDENT

LE SECRETAIRE

Attestation de dépôt public

Le règlement qui précède a été déposé publiquement au secrétariat de la commune ecclésiastique du auinclusivement.

Dans le délai prescrit de 20 jours, il n'a fait l'objet d'aucune opposition.

Le secrétaire de la commune ecclésiastique

Approuvé par le conseil de la Collectivité ecclésiastique cantonale catholique-romaine de la République et Canton du Jura le